

de Philippe Naccache  
et Julien Pillot

# Pour une RSE authentique

**J**e suis heureux de faire une promesse de don de 2 milliards de dollars alloués à la restauration de la nature et la transformation du système alimentaire. » Ces mots prononcés par Jeff Bezos durant la COP26 ont été largement commentés, certains observateurs saluant l'élan de générosité du fondateur d'Amazon, quand d'autres ont souligné une tentative de « greenwashing » visant à détourner l'attention des autorités quant à l'empreinte environnementale d'Amazon et aux conditions de travail de ses employés.

Ces polémiques ne doivent pas nous détourner du vrai sujet, à savoir le rôle que les entreprises doivent ou devraient endosser pour contribuer à l'effort collectif et à la préservation des communs. Cette question est d'autant plus importante qu'un nombre croissant d'entreprises s'engagent à publier des rapports RSE et déclarent vouloir inscrire leurs actions dans une perspective sociétale. Or, il est à craindre que la mise en lumière des actions « responsables » ne cache, en réalité, des pratiques activistes bien moins louables.

En effet, l'étude du comportement de nombreuses entreprises a pu montrer combien le « liberal environmentalism » décrit par Steven Bernstein est

d'ailleurs à souligner que de récents travaux ont pu mettre en lumière que les entreprises qui investissent le plus en RSE sont aussi les championnes de l'optimisation fiscale.

Curieux sens des responsabilités que de déployer tant d'efforts à se soustraire à l'impôt... Ainsi, les entreprises s'immiscent toujours plus dans les débats qui relèvent, en démocratie, du choix collectif. On pourrait voir derrière cette recherche du profit l'expression la plus basique de la pensée de Milton Friedman.

---

**Etre responsable, c'est mieux sélectionner ses intrants, proposer des produits moins énergivores, s'acquitter de tous ses impôts...**

---

Or, cette conception du rôle de l'entreprise relève d'une vision étriquée de l'article de 1970 dans le « NY Times » dans lequel il expliquait, au contraire, que si les entreprises n'ont à se soucier que de leur rentabilité, c'est qu'elles sont composées de citoyens qui, eux, participent à la définition des politiques

politiques d'entreprises, sur ces dimensions, qui vont au-delà de ce que la loi impose.

Les travaux académiques les plus récents montrent que la conduite d'une authentique politique RSE se traduit par une amélioration de la performance des salariés, mais aussi parfois à de meilleurs résultats financiers. Au-delà, ces entreprises apporteraient une contribution sociétale véritable, en œuvrant à la promotion d'un capitalisme plus responsable.

Soyons honnêtes : est-il besoin de s'immiscer dans les affaires de la cité pour modifier, par soi-même, ses pratiques de production, mieux sélectionner les intrants et les partenaires commerciaux, présenter des produits et/ou services moins énergivores, et s'acquitter des prélèvements obligatoires sans lesquels nulle politique de préservation des communs ou de redistribution n'est possible ?

En l'absence de pratiques RSE authentiques menées par les entreprises les plus puissantes, les élan de philanthropie ponctuels de tous les Jeff Bezos de ce monde, aussi éclatants soient-ils, seront toujours frappés du sceau de l'indignité de ceux qui auront construit leurs fortunes sur la destruction accélérée des communs, que tous